

Affaire suivie par : Inspection des ICPE - UD34  
Mél : ud-34.uid.dreal-occitanie@developpement-  
durable.gouv.fr

**Montpellier, le 30 décembre 2025**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-12-DRCL-0624**

**Portant sur la mise en demeure de la société ORANO MINING de respecter les prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux superficielles pour ses installations sur les communes de Le Bosc et Soumont**

**La préfète de l'Hérault**

*La préfète de l'Hérault,  
Officier de l'ordre national du mérite,  
Chevalier de la Légion d'honneur,*

**VU** le Code de l'Environnement en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-1-332 du 16 février 2004 relatif à l'arrêt définitif des travaux miniers et à l'utilisation d'installations classées délivré à la société Cogema ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 relatif à l'arrêt définitif des travaux miniers et à l'utilisation d'installations minières délivré à la société Cogema ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-I-739 du 25 juin 2018 actualisation la liste des installations concernées par une rubrique ICPE et fixant le montant des garanties financières relatives aux articles R.516-1 et R.516-2 du code de l'environnement délivré à la société Orano Mining ;

**VU** l'arrêté complémentaire n° 2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 modifiant les arrêtés préfectoraux n° 2004-1-332 du 16 février 2004 et n° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 prescrivant à la société Orano Mining (ex-COGEA) la surveillance du site du Bosc et de son environnement et réglementant l'exploitation de son établissement ICPE du Bosc sur le territoire des communes de Le Bosc et de Soumont ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2025-12-DRCL-0621 portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire à l'encontre de la société ORANO MINING sur le territoire des communes de Le Bosc et de Soumont ;

**VU** la visite de l'inspection des installations classées en date du 23 décembre 2025, consécutive à l'incident survenu le 22 décembre 2025, de surverse du bassin R101 vers le milieu naturel (ruisseau du Mas d'Alary) ;

**VU** les points de situation journaliers transmis par Orano Mining à l'inspection des installations classées à compter du 25 décembre 2025 sur la situation de la station de traitement des eaux, sur les rejets au milieu naturel et sur les prélèvements et analyses ;

**VU** la stratégie d'actions, transmise par l'exploitant le 26 décembre 2025 visant à mettre fin aux déversements, à remettre en service la station de traitement des eaux et à assurer le bon fonctionnement en continu de la station de traitement des eaux du site ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant en date du 27 décembre 2025 conformément aux articles L.171-8 et L.514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations, et les éléments de réponse de la société Orano Mining en date du 29 décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2004 stipulent que « Le rejet de ces eaux dans le milieu naturel (...) est interdit en toute circonstance » et que les prescriptions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2004 stipulent que « Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter les rejets au milieu naturel » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 23 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté un déversement par trop-plein, d'eaux non traitées depuis le bassin R101 dans le ruisseau Mas d'Alary ; que la station de traitement des eaux par neutralisation à la chaux était temporairement hors de fonctionnement, a redémarré puis s'est à nouveau arrêtée ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêt et les dysfonctionnements de la station de traitement à la chaux aggravent les conséquences de l'événement en augmentant les quantités d'eaux non traitées rejetées au milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** que la station de traitement constitue un organe essentiel de prévention des pollutions et de protection du milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été nécessaire de prescrire en urgence, la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'incident dont le début a été constaté par l'exploitant le 22 décembre matin ;

**CONSIDÉRANT** que la société Orano Mining a déployé des ressources techniques et opérationnelles pour remettre en fonctionnement la station de traitement des eaux et pour réaliser des prélèvements et des analyses conformément à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que les déversements d'eaux sans traitement au milieu naturel perdurent depuis le 22 décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures mises en œuvre par Orano Mining n'ont pas permis un retour à la situation nominale entre le 22 et le 29 décembre 2025 et que les valeurs instantanées, par analyse rapide, du paramètre uranium dissous et particulaire au point de rejet de la Lergue sont supérieures à la valeur limite prescrite dans l'arrêté préfectoral n° 2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'évènement, du fait des caractéristiques et des quantités des produits impliqués, est à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de faire cesser les rejets sans traitement dans le milieu naturel et que les rejets doivent être conformes aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 afin de protéger et de préserver les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Orano Mining de respecter les prescriptions susvisées ;

**CONSIDÉRANT qu'** il est nécessaire de faire cesser les rejets sans traitement dans le milieu naturel et que les rejets doivent être conformes aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 afin de protéger et de préserver les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT que** face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Orano Mining de respecter les prescriptions susvisées ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault,

### **ARRÊTE :**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Objet**

La société Orano Mining dont le siège est situé 125, avenue de Paris à Chatillon (92320), est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes relatives au traitement et rejet des eaux, aux valeurs limites et surveillance des eaux résiduaires :

- les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-1-332 du 16 février 2004 :

Le réseau de collecte des eaux en provenance des travaux miniers souterrains et des eaux de ressuage des zones de stockage des résidus de traitement du minerai est raccordé à une unité de traitement des eaux. Le rejet de ces eaux dans le milieu naturel ou dans un réseau d'eaux usées urbaines, sans traitement permettant de respecter les normes de rejet fixées ci-après, est interdit en toute circonstance ;

- les prescriptions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-1-332 du 16 février 2004 :

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter les rejets au milieu naturel ;

- la valeur limite des paramètres de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 :

Sans préjudice des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé : le rejet d'eaux résiduaires après traitement (au niveau du point « REJLER ») respecte les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau ci-dessous.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est de 10 jours. Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### ARTICLE 3 : Sanctions

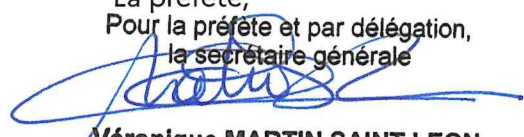
Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>re</sup> du Code de l'environnement.

### ARTICLE 4 : Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société Orano Mining et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Hérault ,
- Messieurs les Maires des communes de Le Bosc et Soumont,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le  
La préfète,  
Pour la préfète et par délégation,  
la secrétaire générale  
  
**Véronique MARTIN SAINT LEON**

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.